

SYRIE

Poursuite des combats à la périphérie d'Alep

De violents combats ont continué à opposer durant la nuit de mardi à mercredi des groupes rebelles aux forces du gouvernement syrien dans la périphérie d'Alep, ont rapporté des médias.

Ces affrontements se déroulent alors que les efforts diplomatiques s'intensifient pour tenter de rétablir le cessez-le-feu en Syrie, avec des discussions prévues hier à Berlin.

A Alep, principal terrain de bataille depuis plusieurs semaines, une coalition de groupes rebelles, «Fatah Halab» («la conquête d'Alep»), a lancé mardi une offensive sur les quartiers occidentaux contrôlés par le gouvernement.

Ces affrontements se sont poursuivis durant la nuit avec des échanges de tirs d'artillerie et de frappes aériennes, a cité l'agence de presse AFP.

Ils se sont un peu calmés hier matin, mais les habitants n'escomptaient pas un long répit, selon les médias.

Moscou a déclaré mardi espérer un cessez-le-feu «dans les prochaines heures» à Alep, où les affrontements ont fait plus de 270 morts parmi les civils en près

de deux semaines. Trois civils ont été tués hier lorsqu'une roquette s'est abattue sur un quartier gouvernemental, selon l'agence de presse Sana.

Depuis 2012, la deuxième ville de Syrie est divisée en deux par une ligne de séparation entre les parties contrôlées par le gouvernement et celles entre les mains des rebelles.

Mais, dans la périphérie, les groupes rebelles tiennent en grande partie les zones dans l'ouest tandis que les forces du gouvernement encerclent presque les quartiers rebelles à l'est.



Photo : DR

Évacuation d'un homme blessé pendant le bombardement.

IRAK

Les militaires américains exposés à des risques accrus

Les militaires américains s'exposent à des risques accrus avec des déploiements «très près des lignes de front» face au groupe terroriste Daesh en Irak, selon des sources concordantes.

Un militaire américain a été tué mardi dans le nord de l'Irak. Il était un soldat des forces spéciales Navy Seals (qui ont tué Oussama Ben Laden, il y a 5 ans).

Il se trouvait en mission «d'assistance et de conseil» auprès des Peshmergas, les forces kurdes irakiennes, à «environ 3 ou 5 kilomètres» à l'arrière de la ligne de front, selon les informations filtrées par le Pentagone.

Il a été tué lors d'une attaque de Daesh, menée par des éléments utilisant notamment les véhicules bourrés d'explosifs dont les terroristes se sont fait une spécialité.

Deux autres soldats américains tués dans les combats contre Daesh sont un soldat des «commandos Delta» de l'armée de terre

américaine, tué en octobre alors qu'il aidait les forces spéciales kurdes dans une opération contre une prison de Daesh dans le nord de l'Irak.

Et un soldat des Marines a péri en mars également dans le nord de ce pays. Il avait été touché par une roquette, alors qu'il se trouvait sur une position d'artillerie américaine chargée de protéger une base irakienne et d'appuyer la progression des troupes de Bagdad.

Près de 4 000 militaires américains sont présents en Irak dans le cadre de la coalition contre Daesh.

En vingt mois, trois soldats sont morts au total, et 14 ont été blessés. Au départ, leur rôle était de former les soldats irakiens et de conseiller les grands états-majors

irakiens. Mais depuis l'automne, face au manque de progrès au sol et pour appuyer les troupes irakiennes, l'administration Obama s'est résolue à accepter que ses troupes sortent de plus en plus d'une poignée de bases ultra-protégées, pour se rapprocher des lignes de front. Le 18 avril, le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, avait annoncé depuis Bagdad que les militaires américains étaient désormais autorisés à venir soutenir les commandants des bataillons irakiens, qui sont en général à quelques kilomètres des combats.

Le 25 avril, le président Obama avait annoncé que le nombre de forces spéciales américaines en Syrie serait désormais porté à 250, contre 50 jusqu'à maintenant.

En janvier, les Etats-Unis avaient également déployé en Irak 200 soldats des forces spéciales

rompues aux missions d'anti-terrorisme, dont la mission est de capturer ou éliminer des chefs terroristes. «Même si les Etats-Unis veulent garder une empreinte légère et limiter le nombre de leurs troupes sur le terrain, au final leurs soldats servent dans une zone de conflit, et il y aura des morts», avertit Nick Heras, un expert du cercle de réflexion Cnas.

Mais pour l'expert, malgré ce risque accru, les Etats-Unis sont encore loin d'en arriver à un engagement massif en Irak et en Syrie. L'augmentation de l'effort militaire américain au sol «est très graduelle», explique-t-il.

L'administration Obama a été «très attentive à ne pas se laisser entraîner dans une escalade militaire», et «jusqu'à présent l'opinion publique américaine semble suivre cette augmentation calculée et progressive», estime-t-il.

L'opinion «ne veut pas revenir à un niveau d'engagement» connu en Irak ou en Afghanistan dans la première décennie 2000, souligne-t-il. Le nombre de soldats déployés dans les deux pays était près de 190 000 à son maximum en 2008. Et au total, plus de 5 300 soldats américains ont perdu la vie dans ces deux pays.

Pour Michael O'Hanlon, de la Brookings Institution, l'administration américaine n'est pas près de changer de politique, même après les élections présidentielles de novembre.

«Je peux imaginer peut-être des milliers de troupes américaines en Irak, ou même au plus extrême quelques dizaines de milliers, mais elles ne mèneront pas les principales opérations de combat, même sous un nouveau président. On a déjà essayé», a-t-il déclaré.

RÉFORME DU RÉGIME D'ASILE DANS L'UE

La Commission propose l'instauration d'une contribution de 250 000 euros par personne

La Commission européenne a proposé hier l'instauration d'un mécanisme de répartition correcteur des réfugiés qui sera activé à chaque fois qu'un pays membre de l'Union fait face à un nombre disproportionné de demandes d'asile, offrant aux pays la possibilité de ne pas participer à cette répartition automatique contre le paiement d'une contribution dite de solidarité s'élevant à 250 000 euros par personne.

«Un Etat membre aura aussi la possibilité de ne pas participer, à titre temporaire, à ce mécanisme. Dans ce cas, il devra faire une contribution de solidarité de 250 000 euros pour chaque demandeur dont il aurait autrement été responsable en vertu du mécanisme d'équité, au profit de l'Etat membre de relocalisation», a expliqué l'exé-

cutif de l'Union qui a présenté des propositions dans le cadre d'une grande réforme du régime d'asile européen commun dit «système de Dublin».

«Ce système n'a pas été conçu pour assurer un partage durable des responsabilités dans toute l'Union et garantir un traitement rapide des demandes», a estimé le premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans lors d'une conférence de presse, plaidant pour la mise en place d'un régime fondé sur la solidarité.

«Il n'y a tout simplement pas d'autre solution: chaque fois qu'un Etat membre est débordé, la solidarité doit s'exprimer et les responsabilités doivent être partagées équitablement au sein de l'UE. Telle est l'ambition de notre proposition d'aujourd'hui», a-t-il souligné.

Abondant dans le même sens, le commissaire pour la migration et les affaires intérieures, Dimitris Avramopoulos, a déclaré que «si la crise actuelle des réfugiés a

montré une chose, c'est bien que le maintien de notre régime d'asile européen commun, n'est pas une option». Pour M. Avramopoulos, «le moment est venu d'établir un système réformé et plus équitable, fondé sur des règles communes et un partage plus équitable des responsabilités».

Le système d'asile actuel ne tient pas correctement compte des pressions migratoires particulières auxquelles sont confrontés les Etats membres aux frontières extérieures de l'UE qui a enregistré en 2015 plus de 1,2 million de demandes d'asile. Selon la Commission européenne, le nouveau système signalera automatiquement qu'un pays traite un nombre disproportionné de demandes d'asile, notamment au regard de sa taille et de sa richesse (son PIB).

«Lorsqu'un pays recevra un nombre de demandes disproportionné, allant au-delà de la valeur de référence (plus de 150 % de celle-ci), tous les nouveaux demandeurs présents dans ce pays (indépendamment

de leur nationalité) seront, après vérification de la recevabilité de leur demande, relocalisés dans l'ensemble de l'UE jusqu'à ce que le nombre de demandes soit ramené en dessous de ce niveau», a souligné l'exécutif de l'Union.

Cependant, le principe de base concernant la détermination de l'Etat membre responsable du traitement d'une demande d'asile, restera le même dans le nouveau système. «Les demandeurs d'asile devraient, sauf s'ils ont de la famille ailleurs, demander l'asile dans le premier pays d'entrée», a précisé la Commission. Les propositions présentées par la Commission prévoient, en outre, de transformer l'actuel Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) en une véritable Agence de l'Union européenne pour l'asile, et de renforcer la base de données d'empreintes digitales de l'UE, Eurodac, en vue de mieux gérer le système d'asile et de contribuer à la lutte contre l'immigration irrégulière.